

— Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole [10 mai 1955] (p. 2619). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Modernisation du secteur agricole, barrages et hydraulique agricole, situation dans les Pyrénées-Orientales, habitat rural; l'anarchie dans la production* [25 mai 1955] (p. 3002 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — Pose au Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la propagande anti-française des radios égyptienne et espagnole en Afrique du Nord [7 octobre 1955] (p. 4868, 4869). — Dépose une demande d'interpellation sur l'appui accordé par le Gouvernement à l'Espagne franquiste en vue de son admission à l'O. N. U. [18 novembre 1955] (p. 5848). = S'excuse de son absence [6 novembre 1951] (p. 7662). = Obtient un corgé [6 novembre 1951] (p. 7662).

**CORDONNIER (M. Denis)**, *Député du Nord* [2<sup>e</sup> circonscription] (S.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé : Président de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (F. n° 7); membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5); membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5); par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif pour la protection sociale des aveugles [19 décembre 1951] (F. n° 76).

#### Dépôts :

Le 2 août 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique; 2° de M. Landry, Sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 474. — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 25) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par

l'Assemblée nationale (dans sa première législature) relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, n° 478. — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution (n° 408) adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 499. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une indemnité spéciale aux personnes des mairies ayant participé aux travaux de dépouillement des votes le 17 juin 1951, n° 501. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, n° 502. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions sur les transports (S. N. C. F. et entreprises locales de transports), n° 503. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 504. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 61 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, n° 787. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine, n° 1457. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant révision des indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 1459. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 504) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 1561. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter, par des dispositions

particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 1873**. — Le 12 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relative aux pensions civiles et militaires, **n° 1972**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à conférer aux secrétaires généraux des préfectures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3<sup>e</sup> classe, **n° 2036**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi autorisant la désignation de fonctionnaires appelés à remplacer les titulaires d'emplois de direction bénéficiant d'une prolongation d'activité par application de l'article 2 du décret n° 48-1907 du 18 décembre 1948, **n° 2054**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine ; 3<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints ; 4<sup>o</sup> de M. Léo Hamon, Sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatifs aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints, **n° 2153**. — Le 8 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 504) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 2581**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 3263) donné par le Conseil de la

République sur la proposition de loi (n° 504) adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 3282**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq à la mémoire des héros de la Résistance, et en faveur de leurs enfants, **n° 3363**. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une bibliothèque nationale Braille et d'une discothèque nationale à l'usage des aveugles, **n° 3557**. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un musée dans la maison natale de Louis Braille, **n° 3558**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 1066) de M. Anthonioz, tendant à modifier l'article 11 du décret-loi du 31 mai 1938, sur le transfert des débits de boissons pour besoins touristiques, **n° 3639**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Taillade (n° 2389) tendant à modifier et à compléter la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 sur les débits de boissons, en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire, **n° 3640**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine ; 3<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints ; 4<sup>o</sup> de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatif aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints, **n° 3657**. — Le 26 juin 1952, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de

fonction des membres du Conseil général de la Seine; 3° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints; 4° de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatif aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 3852. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à supprimer la participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs en chômage, n° 3973. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 1433) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, n° 4043.

#### Interventions :

Est entendu sur : une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6230); — le règlement de l'ordre du jour : *Ordre de discussion des budgets* [21 novembre 1951] (p. 8282. — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 10-50 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois)* [28 novembre 1951] (p. 8589, 8590); Chap. 11-50 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sûreté nationale (Suppression d'emplois vacants)* (p. 8600, 8601); *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sûreté nationale (Statut du personnel)* (p. 8602); Chap. 50-00 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subvention à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police)* (p. 8603); Chap. 50-10 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Prêts d'équilibre aux collectivités locales)* (p. 8611); Chap. 50-20 : *Nécessité de se prononcer sur l'amendement de M. Dorey au chapitre 50-10*

(p. 8613); Chap. 60-20 : *Diffusion de la « Documentation communale »* [29 novembre 1951] (p. 8638); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 10-50 : *Amendement de M. Guittou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (Inégalité des traitements avec le personnel des préfectures)* [4 décembre 1951] (p. 8741); Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la lutte antituberculeuse (Diffusion de la radiophotographie)* (p. 8751); *le retire* (p. 8753); *Demande de rétablissement des crédits pour la lutte antituberculeuse présentée par M. Cayeux (Efficacité du vaccin B.C.G.)* (p. 8753); Chap. 41-20 : *Assistance aux malades mentaux* (p. 8778); Chap. 41-40 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Cartes des économiquement faibles)* (p. 8781); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles infirmes ayant besoin d'un compagnon)* (p. 8782, 8784); *le retire* (p. 8784); — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 février 1952] (p. 492, 493); en qualité de *Rapporteur* [8 février 1952] (p. 557, 558); Article premier : *Amendement de M. David tendant à inclure les invalides non hospitalisés* (p. 558); Art. 2 : *Amendement de Mme de Lipkowski, relatif aux grands infirmes réduqués encore hospitalisés* (p. 559); — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires : en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1952] (p. 1631); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 1631, 1632); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République : Article premier : *Amendement de M. Genton tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640); Art. 16 : *Son amendement tendant à donner aux comités paritaires le pouvoir de donner des avis* (p. 1643); *Sa proposition de suspendre le débat* (p. 1644); Art. 78 : *Son amendement tendant à reclasser par priorité dans un emploi similaire un agent licencié par économie* [11 avril 1952] (p. 2236); — d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints; Article premier : *Relèvement des indemnités fixées proportionnellement à l'importance de la popu-*

*lation de chaque commune* [2 juillet 1952] (p. 3434).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [7 octobre 1952] (p. 4066).

**CORNIGLION-MOLINIER (M. Edouard),**  
*Député des Alpes-Maritimes (R. S.).*

*Ministre d'Etat*  
(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

*Ministre des Travaux publics, des Transports*  
*et du Tourisme*

(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des finances [31 juillet 1951] (F. n° 15), [20 janvier 1951] (F. n° 216). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [26 août 1954] (F. n° 427). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à fixer la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de Résistance ; 2<sup>o</sup> à prévoir l'attribution d'office de la Médaille de la Résistance française à certaines catégories de décorés, n° 694. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 696) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Affaires étrangères), n° 800. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 977) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 1368. — Le 20 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 977) et la lettre rectificative (n° 1597) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonc-

tionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 1629. — Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2136) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 977) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 2209. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4251) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Service des Affaires étrangères), n° 4419. — Le 28 octobre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4251) et la lettre rectificative (n° 4513) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Service des Affaires étrangères), n° 4521. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5197) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4251) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 5391. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, un projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 8555.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6459, 6460) ; *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant des explications au Gouvernement* (p. 6463) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE ; Chap. 5040 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le Centre national du cinéma (Importance du festival de Cannes)* [21 novembre 1951] (p. 8249, 8250) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur* [22 no-